



PLEINS FEUX SUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Abrégé

Paysage de l'emploi au Maroc

**Recenser les obstacles à un
marché du travail inclusif**

Gladys Lopez-Acevedo, Gordon Betcherman,
Ayache Khellaf et Vasco Molini



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Abrégé

PLEINS FEUX SUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Paysage de l'emploi au Maroc

**Recenser les obstacles à un
marché du travail inclusif**

**GLADYS LOPEZ-ACEVEDO, GORDON BETCHERMAN,
AYACHE KHELLAF ET VASCO MOLINI**



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Cet abrégé présente une vue d'ensemble du rapport intitulé *Morocco's Jobs Landscape : Identifying Constraints to an Inclusive Labor Market* (doi:10.1596/978-1-4648-1678-9). La version intégrale de ce rapport est affichée au format PDF sur les sites Web suivants : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/35075> et <http://documents.worldbank.org/>. Des exemplaires peuvent également être commandés à l'adresse www.amazon.com. Pour toute citation, reproduction ou adaptation, veuillez utiliser la version intégrale du rapport.

© 2021 Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale
1818 H Street NW, Washington DC 20433
Téléphone : 202-473-1000 ; Internet : www.worldbank.org

Certains droits réservés

Ce rapport a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude, l'exhaustivité ni l'actualité des données citées dans ce rapport, et n'est pas responsable des erreurs, omissions ou informations erronées qui auraient pu s'y glisser, ni des conséquences de l'utilisation ou de la non-utilisation des informations, méthodes, processus ou conclusions qui s'y trouvent. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent rapport n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent rapport ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et autorisations



L'utilisation de ce rapport est soumise aux conditions de la licence Creative Commons Attribution 3.0 IGO (CC BY 3.0 IGO) <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo>. Conformément aux termes de la licence Creative Commons Attribution (paternité), il est possible de copier, de distribuer, de transmettre et d'adapter le contenu du rapport, notamment à des fins commerciales, sous réserve du respect des conditions suivantes :

Mention de la source — Le rapport doit être cité de la manière suivante : Lopez-Acevedo, Gladys, Gordon Betcherman, Ayache Khellaf et Vasco Molini. 2021. « Paysage de l'emploi au Maroc : recenser les obstacles à un marché du travail inclusif ». Pleins feux sur le développement international. Abrégé. Banque mondiale, Washington, DC. Licence : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO.

Traductions — Si une traduction de ce rapport est produite, veuillez ajouter à la mention de la source le déni de responsabilité suivant : *Cette traduction n'a pas été réalisée par la Banque mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette dernière. La Banque mondiale ne saurait être tenue responsable du contenu de la traduction ni des erreurs qu'elle pourrait contenir.*

Adaptations — Si une adaptation de ce rapport est produite, veuillez ajouter à la mention de la source le déni de responsabilité suivant : *Ce rapport est une adaptation d'une œuvre originale de la Banque mondiale. Les idées et opinions exprimées dans cette adaptation n'engagent que l'auteur ou les auteurs de l'adaptation et ne sont pas validées par la Banque mondiale.*

Contenu tiers — La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque élément du contenu de ce rapport. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'une composante ou d'une partie quelconque du contenu du rapport ne porte pas atteinte aux droits des tierces parties concernées. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamations ou de plaintes pour violation desdits droits. Pour réutiliser une composante de ce rapport, il vous appartient de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir le cas échéant auprès du détenteur des droits d'auteur. Parmi les composantes, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques ou les images.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au service des publications de la Banque mondiale à l'adresse suivante : World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; courriel : pubrights@worldbank.org.

Photo de couverture : © Arne Hoel / Banque mondiale. Autorisation nécessaire pour toute autre utilisation.
Conception de la page de couverture : Debra Naylor / Naylor Design, Inc.

Table des matières

Remerciements v
Contributeurs vii

Abrégé 1

Introduction 1
Des emplois plus nombreux et de meilleure qualité 2
Inclusion : intégration des jeunes et des femmes dans le marché du travail 4
Définir les priorités et jeter les bases de la politique 4
Référence 6

Remerciements

La préparation du présent rapport a été dirigée par Gladys Lopez-Acevedo, Gordon Betcherman, Ayache Khellaf et Vasco Molini. L'équipe principale réunissait aussi Mahjoub Aaibid, Federica Alfani, Mohammed Assouli, Florencia Devoto, Abdeljaouad Ezzrari, Michele Fabiani, Henri Gannat, Naima Labroud, Salima Mansouri, Matias Morales Cerda, Jaime Alfonso Roche Rodriguez, El Hassania Sabry, Ali Saoud et Khalid Souidi.

Ce rapport présente les premiers résultats de la collaboration instaurée en septembre 2019 entre le Haut-Commissariat au Plan (HCP) et la Banque mondiale qui avait pour objectif d'examiner les enjeux d'intérêt commun concernant le marché du travail marocain. Dans le cadre de cette collaboration, les deux parties sont notamment convenues de préparer le présent rapport en plus d'autres documents de référence. C'est ainsi que des spécialistes de la Division des enquêtes sur l'emploi de l'Observatoire des conditions de vie de la population ont aussi participé à sa préparation. Les données d'enquête sur la population active et les capacités analytiques et techniques du HCP ont permis de réaliser une analyse détaillée de la situation du marché du travail ainsi que de ses défis et opportunités.

L'équipe exprime sa gratitude à Aldo Morri et Laura Wallace pour leur soigneux travail de révision. Kathleen G. Beegle et Federica Saliola sont les conseillers-pairs qui ont assuré la revue critique du rapport.

Contributeurs

Gladys Lopez-Acevedo est économiste principale et chef de programme au Pôle mondial d'expertise de la Banque mondiale en Pauvreté et équité. Elle travaille surtout dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) de la Banque mondiale. Ses analyses et activités opérationnelles portent notamment sur le commerce, la protection sociale, les enjeux sexospécifiques, les conflits et l'emploi. Elle a auparavant été économiste principale au sein des services de l'Économiste en chef de la Banque mondiale dans la région de l'Asie du Sud, et économiste principale à la vice-présidence centrale Lutte contre la pauvreté et gestion économique et dans la région Amérique latine et Caraïbes. Elle est chercheuse attachée à l'Institut d'économie du travail (IZA), au Système national de chercheurs (SNI) du Mexique, et au *Economic Research Forum*. Avant de rejoindre la Banque mondiale, elle a occupé des postes de haut niveau au sein de l'Administration publique mexicaine et a enseigné à l'*Instituto Tecnológico Autónomo de México* (ITAM). Elle est titulaire d'un baccalauréat en économie de l'ITAM et d'un doctorat en économie de l'Université de Virginie.

Federica Alfani est consultante au Pôle mondial d'expertise de la Banque mondiale en Pauvreté et équité. Elle a dirigé plusieurs projets de recherche sur la pauvreté, le développement rural et les marchés du travail. Elle a auparavant travaillé au Fonds international de développement agricole et à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Elle est titulaire d'une maîtrise en économie du développement et en coopération internationale, et d'un doctorat en économie de l'Université de Rome Tor Vergata.

Gordon Betcherman est consultant à la Banque mondiale et professeur émérite à l'École de développement international et mondialisation de l'Université d'Ottawa. Ses travaux de recherche portent notamment sur l'économie du travail, la démographie, les politiques sociales et les économies émergentes et en transition. Il est coauteur du *Rapport sur le développement dans le monde 2013 : Emplois*. Il est chercheur invité à l'Institut d'économie du travail (IZA). Il a quitté la Banque mondiale pour se joindre à l'Université d'Ottawa en 2009. Il est titulaire d'un doctorat de l'Université de Californie à Los Angeles.

Florenzia Devoto était auparavant consultante au Pôle mondial d'expertise de la Banque mondiale en Pauvreté et équité. En 2006, elle a rejoint le Laboratoire d'action contre la pauvreté (J-PAL), où elle a participé à plusieurs évaluations d'impact randomisées. Ses recherches actuelles portent principalement sur l'accès au microcrédit, la participation des femmes au marché du travail et l'éducation. Elle est titulaire d'un doctorat de l'École d'économie de Paris et d'une maîtrise en administration publique (MAP) en développement international de la Harvard Kennedy School.

Michele Fabiani est consultant à la Banque mondiale depuis 2018. Il est professeur associé d'économie politique à l'Université de Macerata. Ses travaux de recherche portent principalement sur la distribution et l'inégalité des revenus. Il a publié des articles sur ces questions dans des revues internationales à comité de lecture, y compris le *Journal of African Economies* et les *Oxford Economic Papers*. Il est titulaire d'un doctorat en méthodes quantitatives d'évaluation des politiques de l'Université de Macerata.

Henri Gannat est consultant à la Banque mondiale depuis 2017. Il travaille au sein du Pôle mondial d'expertise en Pauvreté et équité à la préparation et à la mise en œuvre d'un projet de renforcement des capacités statistiques qui s'intéresse particulièrement aux enquêtes sur les revenus réalisées au Maroc et en Tunisie. Il participait auparavant à la préparation de projets au sein du Pôle mondial d'expertise en Finance, compétitivité et innovation (Programme d'appui à la commune de Casablanca et Appui à l'inclusion économique des jeunes). Il a débuté sa carrière dans un cabinet-conseil du Caire et auprès d'une agence publique française de coopération à Casablanca. Il est titulaire d'une maîtrise en droit international des affaires de la Sorbonne (Paris), et achève une maîtrise consacrée à la gouvernance et aux actions publiques internationales à Sciences Po.

Ayache Khellaf est devenu Secrétaire général du Haut-Commissariat au Plan (HCP), après avoir occupé le poste de Directeur à la Direction de la prévision et de la prospective de cette organisation. Il justifie de plus de 30 ans d'expérience des enjeux du développement économique du Maroc et d'autres pays en développement. Il possède aussi de l'expérience en enseignement et en recherche, et a plusieurs publications à son actif. Il est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université Mohamed V du Maroc, d'une maîtrise en politiques économiques de l'Université de l'Illinois, à Urbana Champaign (États-Unis), et d'un diplôme d'ingénieur spécialisé en statistiques de l'Institut national de statistique et d'économie appliquée du Maroc.

Vasco Molini est économiste senior de la pauvreté à la Banque mondiale pour la région du Maghreb. Il s'intéresse particulièrement à la distribution des revenus, à l'inégalité et aux conflits. Il a publié des articles sur ces questions dans diverses revues internationales à comité de lecture, y compris *World Development*, *Journal of Development Economics*, *Review of Income and Wealth* et *Food Policy*. Il est titulaire d'un doctorat en économie du développement de l'Université de Florence, et d'un diplôme postdoctoral de l'Université libre d'Amsterdam.

Matias Morales Cerda, originaire du Chili, est consultant à la Banque mondiale. Il a travaillé à titre d'assistant de recherche à la Banque interaméricaine de développement, ainsi qu'à titre de consultant auprès du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Il a étudié l'économie à l'Université du Chili, est titulaire d'une maîtrise ès arts de la *Duke University*, et est actuellement étudiant au doctorat à l'École supérieure d'administration publique de l'Université de New York.

Jaime Alfonso Roche Rodriguez est consultant auprès du Pôle mondial d'expertise de la Banque mondiale en Pauvreté et équité. Ses travaux de recherche portent principalement sur le commerce, la pauvreté et l'emploi. Il est aussi économiste de la Banque centrale du Mexique, où il effectue des analyses macroéconomiques à l'appui des comités de politique monétaire. Il est titulaire d'un baccalauréat en économie du *Tecnológico de Monterrey*, et d'une maîtrise ès sciences en finances internationales de l'École supérieure de Commerce de Rennes.

Abrégé

INTRODUCTION

Le présent rapport met en lumière les principaux enjeux et défis du marché du travail marocain. Il est le résultat de la première phase d'un programme d'études sur l'emploi mis en œuvre conjointement avec les autorités du Maroc. Il s'agit d'un diagnostic de l'emploi qui analyse les données provenant principalement des enquêtes sur la main-d'œuvre et utilise de nouvelles méthodes analytiques pour cerner les principales tendances du marché du travail. Les principaux défis recensés serviront de point de départ pour une analyse plus approfondie et la formulation de stratégies dans la prochaine phase du programme. Le rapport définit quatre priorités : 1) accélérer la transformation structurelle pour créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité dans les secteurs à plus haute productivité ; 2) promouvoir la formalisation et améliorer la qualité des emplois ; 3) accroître la participation des femmes au marché du travail (PFMT) et faciliter l'accès des femmes à des emplois de meilleure qualité ; 4) soutenir les jeunes dans leur passage des études au marché du travail et abaisser le taux élevé de chômage chez les jeunes.

Le Maroc a fait des progrès économiques sensibles au cours des 20 dernières années, ce qui a permis d'améliorer le niveau de vie de sa population. Le revenu par habitant a doublé entre 2000 et 2019, tandis que le taux de pauvreté est tombé au tiers de son niveau de 2000. Les taux d'alphabétisation et les résultats en matière de santé se sont améliorés, de même que l'accès aux infrastructures de base comme l'approvisionnement en eau et en électricité. La productivité du travail s'est également améliorée grâce à une accumulation importante de capital public, mais le rythme se ralentit et il est possible d'améliorer considérablement l'efficacité.

Cependant, la croissance économique du Maroc n'a pas été suffisamment intensive en main-d'œuvre pour absorber la population croissante en âge de travailler. La croissance du Maroc a montré une faible capacité à générer des emplois, et cette situation s'est encore aggravée après la crise financière de 2008, à l'instar des pays du sud de l'Europe. Peu d'emplois ont été créés dans le secteur industriel, ce qui a ralenti le rythme des transformations structurelles. Le pays se

caractérise également par un secteur informel important, des taux d'inactivité élevés, une faible PFMT, une prédominance de services à faible valeur ajoutée et un environnement commercial difficile, notamment pour les jeunes entreprises.

Le Maroc s'efforce d'échapper au « piège des pays à revenus moyens » ce qui l'empêche de rejoindre les rangs des pays à revenus moyens plus riches. En effet, le rapport entre le PIB moyen par habitant au Maroc et celui des autres pays à revenu moyen de la tranche inférieure, ainsi que celui des pays à revenu moyen de la tranche supérieure, a diminué depuis 2000.

Le Maroc cherche également à tirer profit d'un « dividende démographique » substantiel qui persistera jusqu'en 2040. L'augmentation de la population en âge de travailler peut être une force puissante pour la croissance économique, l'inclusion sociale et le développement. Cependant, elle exige en même temps de créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité pour absorber la main-d'œuvre croissante. Alors que le Maroc cherche à adopter un modèle de croissance axé sur l'emploi, il est important de reconnaître que la croissance économique elle-même ne se traduit pas automatiquement par une hausse de l'emploi. Le pays aura aussi besoin d'une transformation structurelle qui favorisera la création d'emplois productifs et l'inclusion de tous les groupes.

Le roi Mohammed VI a appelé de ses vœux un nouveau modèle de développement inclusif qui s'attaquera aux déséquilibres du développement régional, facilitera l'inclusion des jeunes et des femmes et continuera de favoriser l'amélioration des compétences de la main-d'œuvre. Pour faire face à ces enjeux du marché du travail, qui s'articulent autour des inégalités sociales et spatiales, le roi a suggéré de fournir un accès national à l'éducation, à la formation professionnelle et aux programmes de protection sociale grâce à une coordination des efforts des secteurs public et privé.

La pandémie de COVID-19 et les mesures sanitaires qui en découlent ont interrompu ou ralenti l'activité économique, venant ainsi aggraver la situation du marché du travail. La demande a chuté et des entreprises ont fermé, éliminant ou mettant en danger l'emploi de nombreuses personnes et réduisant les revenus des ménages. Au début du mois d'avril 2020, près de 60 % des entreprises avaient cessé leurs activités de façon temporaire ou permanente, selon le Haut-Commissariat au Plan (HCP). En juin 2020, 66,2 % des travailleurs étaient encore en chômage temporaire à cause, principalement, de la fermeture de leurs entreprises. En juillet, le taux de chômage a atteint 12,3 %, contre 9,1 % avant la pandémie. La pandémie complique sans aucun doute les perspectives d'une croissance tirée par l'emploi, et elle rendra encore plus urgents les défis mis en évidence dans le présent rapport, lesquels méritent l'attention des décideurs politiques.

DES EMPLOIS PLUS NOMBREUX ET DE MEILLEURE QUALITÉ

La croissance a été tributaire de secteurs à plus forte intensité de capital, générant des gains de productivité du travail au sein des secteurs, mais pas beaucoup entre les secteurs. En d'autres termes, la main-d'œuvre n'est pas passée des secteurs à faible productivité aux secteurs à forte productivité. Cela est très important car l'expérience internationale a montré qu'un tel processus est

crucial pour assurer une hausse de la productivité totale des facteurs et une croissance économique tirée par l'emploi.

Ainsi, la transformation structurelle du Maroc a été lente. Il y a eu des pertes d'emplois dans l'agriculture, mais peu de créations d'emplois dans l'industrie manufacturière, ce qui laisse deviner une « désindustrialisation prématurée ». Un grand nombre de travailleurs ont été libérés du secteur agricole, mais seule une petite partie a été absorbée par le secteur industriel. Entre-temps, la part des services a également été lente à augmenter comparativement à la situation observée dans les autres pays en développement, et beaucoup de travailleurs restent engagés dans les services informels.

La transformation structurelle a également souffert du fait que le secteur privé n'a pas pu contribuer suffisamment à la création d'emplois. Malgré certains gains de classement dans les indicateurs *Doing Business*, des efforts considérables restent à faire dans le secteur privé. L'accumulation de capital public et un environnement commercial difficile pour les entreprises, caractérisé par un accès coûteux à la terre, un système fiscal complexe (et une charge fiscale comparativement élevée), le manque de main-d'œuvre qualifiée et de programmes de formation, et un accès insuffisant au financement (IFC, 2019) ont « évincé » le secteur privé, limitant sa contribution à une croissance à forte intensité d'emplois. Entre-temps, alors que des possibilités d'émigration étaient disponibles avant 2008, les opportunités de migrations se sont réduites depuis la crise financière de 2008. La diminution du nombre d'emplois, conjuguée à la croissance de la main-d'œuvre et à la persistance de l'informalité, a entraîné une hausse de l'inactivité et un chômage persistant.

On constate des disparités régionales concernant la croissance économique, la création d'emplois et les facteurs économiques sectoriels. Le secteur des services a été le moteur de la croissance et de l'emploi dans certaines régions (Rabat), tandis que le secteur secondaire (industrie) a été plus important ailleurs (Casablanca). Même dans le secteur des services, la croissance dans certaines régions a été caractérisée par des activités à plus forte intensité de main-d'œuvre et à faible valeur ajoutée (Casablanca), tandis que d'autres régions (Rabat) affichaient une croissance des services à plus forte productivité. Il existe donc des exemples de réussite pour promouvoir les retombées dans d'autres secteurs et régions.

Entravées par l'environnement des affaires, les ventes du secteur privé, qui sont en étroite corrélation avec la création d'emplois, ont été lentes. Malgré certains assouplissements du cadre réglementaire, les entreprises privées font état de difficultés en termes de pénurie de main-d'œuvre qualifiée, de concurrence du secteur informel, de réglementation et de charges fiscales. Le secteur marocain des exportations n'a pas réussi à générer les retombées productives qui permettraient d'améliorer les chaînes de valeur locales. Conjuguée à un manque d'emplois industriels, cette situation a créé une pénurie d'emplois productifs dans les secteurs à forte valeur ajoutée.

Le Maroc a connu une formalisation croissante de l'emploi, mais il y a encore beaucoup à faire pour améliorer la situation. La proportion de travailleurs salariés formels a augmenté régulièrement, passant de 29 % en 2000 à 45 % en 2019, ce qui signifie que plus de la moitié des travailleurs salariés travaillent toujours dans le secteur informel. Il en résulte non seulement une baisse des recettes fiscales de l'État, mais aussi l'impossibilité de bénéficier d'un plus grand nombre de travailleurs disposant de contrats réguliers, de régimes de retraite et d'un

accès à une assurance maladie de qualité et fiable. Il est donc important de comprendre pourquoi l'embauche formelle est limitée et d'élaborer des politiques qui permettront de lever les obstacles.

INCLUSION : INTÉGRATION DES JEUNES ET DES FEMMES DANS LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Le marché du travail a largement exclu deux groupes importants : les jeunes et les femmes. Une grande partie des jeunes marocains ne travaillent pas ou n'investissent pas dans l'amélioration de leurs perspectives d'emploi. Le tiers environ des jeunes de 15 à 24 ans, qui ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation, forment le groupe des NEET (de l'anglais « not in education, employment, or training »). Ce phénomène donne à penser qu'il existe un grand nombre de jeunes inactifs et découragés, ce qui peut entraver leur capacité à long terme à acquérir des compétences et à contribuer à l'avenir économique et social du pays. En même temps, la participation des femmes au marché du travail (PFMT) est en déclin et se situe en dessous de 30 %, ce qui est faible même dans une région caractérisée par une faible PFMT. Pour lutter contre cette exclusion, il faut s'attaquer à divers facteurs, notamment les normes sociales tenaces qui peuvent entraver la capacité des femmes à travailler. Le ralentissement économique provoqué par la COVID-19 va probablement exacerber les défis auxquels sont confrontés ces groupes exclus.

La participation des jeunes et des femmes au marché du travail est faible malgré une meilleure éducation. Le problème de l'emploi au Maroc se caractérise davantage par une faible participation de la population active que par un chômage déclaré. Les taux de chômage sont restés assez stables ces dernières années (jusqu'à la COVID-19), tandis que l'inactivité augmentait, aggravant les problèmes de NEET et de PFMT. Cette inactivité et la faiblesse de la PFMT se sont aggravées malgré l'amélioration de l'éducation et l'accès des femmes à celle-ci. De nombreux jeunes et femmes découragés n'ont pas pu trouver de bons emplois et ont cessé de chercher du travail, ce qui suscite des inquiétudes quant à la qualité et à la pertinence de l'éducation, ainsi qu'à la capacité du pays à récolter les fruits de ses importants investissements dans l'éducation.

DÉFINIR LES PRIORITÉS ET JETER LES BASES DE LA POLITIQUE

Afin de créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité et d'amener davantage de jeunes et de femmes — en particulier les NEET — sur le marché du travail, l'analyse suggère les domaines prioritaires suivants. Ces domaines soulèvent chacun des questions qui serviront à enrichir l'ordre du jour de la prochaine étape du programme de travail.

- Premièrement, accélérer les changements structurels et créer plus d'emplois dans les secteurs à forte productivité. Le Maroc est passé de l'agriculture à des services informels à faible valeur ajoutée plutôt qu'à des emplois industriels productifs et à forte intensité de main-d'œuvre ou à des emplois de services à forte valeur ajoutée. Il peut avoir besoin à la fois de favoriser

l'industrialisation et de stimuler les services formels à forte valeur ajoutée dans tout le pays, ou de se concentrer sur certains sous-secteurs et « points chauds » géographiques. Dans un cas comme dans l'autre, il faudra continuer à développer les compétences de la main-d'œuvre et à diffuser la technologie et le savoir-faire dans tous les secteurs et toutes les régions. Cependant, des recommandations politiques concrètes nécessitent un travail d'analyse plus approfondi fondé sur des données de productivité ventilées.

- Deuxièmement, promouvoir une plus grande formalisation de l'économie. L'existence d'un secteur informel important entrave la productivité du travail, érode l'assiette fiscale et laisse de nombreux travailleurs et leurs familles sans assurance maladie et sociale adéquate. Encourager les emplois formels pourrait nécessiter différents types de mesures, notamment des réformes de l'environnement des affaires, la réduction du coût du travail, ou des initiatives comme le développement des compétences pour améliorer la productivité. Pour comprendre les contraintes de la formalisation et, par ricochet, les actions qui permettraient de s'attaquer à l'informalité, il faut analyser les données au niveau de l'entreprise et les données salariales au niveau de l'entreprise et des particuliers. L'expérience internationale en matière de lutte contre l'informalité pourrait aussi s'avérer précieuse.
- Troisièmement, intégrer davantage de femmes dans la population active. Cet effort permettrait de réduire les disparités entre les sexes, de donner aux femmes les moyens de prendre des décisions au sein du ménage, d'accroître les investissements des ménages dans l'éducation et la santé, et d'exploiter une ressource essentielle de travail pour le développement économique. La prochaine phase du programme sera axée sur l'analyse des facteurs à l'origine de ces tendances ; elle s'appuiera sur les enquêtes sur les valeurs mondiales, sur les données Gallup, sur des groupes de discussion et sur l'expérience internationale en matière de PFMT.
- Quatrièmement, soutenir les jeunes dans leur passage des études au monde du travail. Bien que le Maroc ait fait des progrès importants dans le domaine de l'éducation, des améliorations supplémentaires sont nécessaires pour créer une main-d'œuvre capable de stimuler la croissance de l'emploi et pour aider les jeunes à obtenir des emplois hautement productifs. Les enjeux suivants sont recensés dans le rapport, mais nécessitent un travail d'analyse plus approfondi, ainsi qu'un examen des expériences internationales, afin d'identifier des options politiques concrètes :
 - La nécessité de réduire les taux élevés d'abandon scolaire chez les jeunes.
 - La nécessité d'une formation professionnelle de qualité et à grande échelle pour améliorer l'employabilité des jeunes de 18 à 24 ans sans éducation formelle au-delà de l'école secondaire.
 - La nécessité d'aider les jeunes hautement qualifiés à faire la transition entre les établissements d'enseignement supérieur et le monde du travail.
 - La nécessité d'une éducation de meilleure qualité pour tendre vers le respect des normes et indicateurs internationaux.

La prochaine phase du programme de travail entreprendra un examen minutieux des moteurs de la productivité et de l'informalité, de la PFMT et du passage des études à la vie professionnelle. L'objectif sera de rassembler des données sur des options politiques concrètes pour traiter les problèmes recensés dans la phase initiale. Ce diagnostic de l'emploi a examiné les tendances du marché du

travail et a recensé un ensemble de problèmes qui empêchent le Maroc de créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, et de créer des opportunités pour tous les segments de la population (y compris les femmes et les jeunes). La réalisation de ce travail nécessitera l'accès à des données qui permettront d'approfondir notre compréhension de ces questions.

RÉFÉRENCE

IFC (Société financière internationale). 2019. *Creating Markets in Morocco: Country Private Sector Diagnostic*. Washington, DC : IFC.

Ce rapport met en lumière les principaux enjeux et défis du marché du travail marocain. Il est le résultat de la première phase d'un programme d'études sur l'emploi mis en œuvre conjointement avec les autorités du Maroc. Il s'agit d'un diagnostic de l'emploi qui analyse les micro-données provenant principalement des enquêtes sur la main-d'œuvre et utilise de nouvelles méthodes analytiques pour cerner les principales tendances du marché du travail. Les principaux défis recensés serviront de point de départ pour une analyse plus approfondie et la formulation de stratégies dans la prochaine phase du programme.

Le rapport recense quatre priorités : accélérer la transformation structurelle pour créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité dans les secteurs à plus haute productivité ; promouvoir la formalisation et améliorer la qualité des emplois ; accroître la participation des femmes au marché du travail ; s'attaquer à l'inactivité des jeunes et à ses conséquences à long terme.

Le Maroc a fait des progrès économiques importants au cours des 20 dernières années, ce qui a permis d'améliorer le niveau de vie de sa population. Toutefois, la croissance économique du Maroc n'a pas été suffisamment intensive en main-d'œuvre pour absorber la croissance de sa population en âge de travailler. Elle a montré une faible capacité à générer des emplois, et cette situation s'est encore aggravée après la crise financière de 2008. Le Maroc s'efforce d'échapper au « piège des pays à revenus moyens » ce qui l'empêche de rejoindre les pays à revenus moyens plus riches.

Les autorités marocaines ont appelé à un nouveau modèle de développement inclusif. Ce nouveau modèle doit s'attaquer aux déséquilibres du développement régional, faciliter l'inclusion des jeunes et des femmes et continuer à favoriser l'amélioration des compétences de la main-d'œuvre. La pandémie de COVID-19 et les mesures sanitaires qui en ont découlé ont arrêté ou ralenti l'activité économique, ce qui aggrave la situation du marché du travail. Cette pandémie complique sans aucun doute les perspectives d'une croissance tirée par l'emploi, et elle rendra encore plus urgents les défis mis en évidence dans le présent rapport, lesquels méritent l'attention des décideurs politiques.